OCSTAT GENÈVE OFFICE CANTONAL DE LA STATISTIQUE

Données statistiques

1994/7

Les organisations internationales à Genève et en Suisse

Résultats de l'enquête 1994

Sommaire Page

Résultats de l'enquête 1994	1
Organisations internationales établies à Genève	1
Emplois	3
Réunions internationales	5
Dépenses	5
Organisations internationales établies en Suisse	9

Septembre 1994

L'Office cantonal de la statistique produit et recueille des informations dans tous les domaines de la statistique, les met à disposition et les diffuse. Il assure également la coordination de la statistique publique sur le plan cantonal.

Principaux modes de diffusion :

Publications
Voir liste en page 4 de couverture

Téléphone
022 / 787 67 07 (accès principal à l'Office)
022 / 787 67 67 (indice des prix à la consommation)

Télécopieur
022 / 736 29 45

Vidéotex
*5703 ou *STAT#

Centre de documentation
Ouvert au public de 8 h 30 à 12 h et de 14 h à 17 h

Légende des signes

-	valeur nulle
0	valeur inférieure à la moitié de la dernière position décimale retenue
...	donnée inconnue
///	aucune donnée ne peut correspondre à la définition
( )	l'information ne peut être communiquée pour des raisons tenant à la protection des données
[ ]	valeur peu significative
e	valeur estimée
p	donnée provisoire
r	donnée révisée

Reproduction et utilisation des chiffres autorisées avec mention de la source.

Office cantonal de la statistique
8, rue du 31-Décembre
Case postale 6255 1211 Genève 6

DÉPARTEMENT DE L'ÉCONOMIE PUBLIQUE
République et canton de Genève

Les organisations internationales à Genève et en Suisse

Résultats de l'enquête 1994

Résultats de l'enquête 1994

La présentation des résultats de l'enquête annuelle de l'Office cantonal de la statistique (OCSTAT) auprès des organisations internationales établies à Genève est complétée par quelques résultats et commentaires portant sur l'ensemble des organisations gouvernementales implantées en Suisse.

Parmi les cahiers de la collection «Données statistiques» présentant les résultats de l'enquête susmentionnée :

- les numéros 1986/2 et 1987/2 comprennent, de plus, des données rétrospectives antérieures à 1977 pour Genève;
- les numéros 1985/1, 1986/2, 1991/4 et 1993/6 présentent aussi quelques données générales sur le secteur international à Genève;
- le numéro 1985/1 contient quelques comparaisons internationales.

Dans la collection «Aspects statistiques», le numéro 72, paru en janvier 1990 et intitulé «Le secteur international à Genève, bilan 1989», fait le point sur la place du secteur international dans l'économie genevoise, notamment à la lumière des résultats du recensement fédéral des entreprises de septembre 1985, et rappelle les principaux résultats de l'enquête annuelle de l'OCSTAT.

Organisations internationales établies à Genève

En mars 1994, l'emploi des organisations internationales (OI) se fixe à 23 763, en repli de 1,1 % par rapport à l'année précédente. Ce recul est imputable aux organisations gouvernementales (– 2,1 %); dans les organisations non gouvernementales, l'emploi progresse de 7,3 %.

En 16 ans, l'effectif du personnel permanent n'a que peu fluctué; les variations sont par contre plus marquées pour le personnel ayant un autre statut. L'attraction provoquée par la mise en service du LEP au CERN a entraîné une hausse notable de l'effectif de ce personnel en 1989.

Les dépenses agrégées de ces organisations s'établissent à 3,252 milliards de francs en 1993; par rapport à 1992, elles augmentent de 4,7 % en valeur nominale, mais reculent de 0,8 % en termes réels.

Après être restées relativement stables en termes réels durant la seconde moitié des années quatre-vingts, les dépenses agrégées des OI ont progressé d'un cran au début des années nonante. Ce constat vaut surtout pour les dépenses courantes, en particulier le coût salarial. Les dépenses d'investissement sont par nature plus volatiles et aucune tendance ne se dégage.

Pour tout complément d'information, prière de s'adresser à l'Office cantonal de la statistique, Case postale 6255, 1211 Genève 6 ou de téléphoner au 787 67 40 (Roland Rietschin).

Canton de Genève *Tableau 1*

Emplois dans le secteur international

Situation en mars

	Organisations gouvernementales[1]				
	Fonctionnaires permanents	Autres personnes	Total	Missions permanentes	Organisations non gouvernementales[2]
1981	11 461	3 582	15 043	2 476	2 525
1982	11 844	3 145	14 989	2 529	2 557
1983	11 800	2 964	14 764	2 734	2 544
1984	11 779	3 272	15 051	2 887	2 729
1985	11 918	3 258	15 176	2 857	2 749
1986	11 996	3 430	15 426	3 044	2 952
1987	12 022	3 606	15 628	3 099 *e*	2 736
1988	11 979	4 033	16 012	3 243 *e*	2 673
1989	12 095	7 801	19 896	3 366 *e*	2 663
1990	12 094	8 926	21 020	3 592 *e*	2 707
1991	12 168	9 039	21 207	3 443 *e*	2 826
1992	12 406	9 292	21 698	3 384 *e*	2 682
1993	12 366	8 956	21 322	3 382 *e*	2 702
1994	12 207	8 657	20 864	3 095 *e*	2 899

1. *Les 15 organisations gouvernementales en 1994 : ONU, BIT, OMS, UIT, OMM, OMPI, BIE et GATT (Organisations du système des Nations Unies); CERN, AELE, OIM, UI, OIPC, UPOV et BITH (voir liste page 11).*

2. *Les 10 plus grandes organisations non gouvernementales : CICR, IFRC, COE, FLM, Fondation de l'Ecole internationale de Genève, IATA, Institut Battelle, ISO, UER et CEI (voir liste page 12).*

Canton de Genève *Tableau 2*

Réunions internationales accueillies par les organisations internationales

	Organisations gouvernementales[1]								
	Total			dont organisations du système des Nations Unies			Organisations non gouvernementales[2]		
	Réunions	Séances	Délégués et experts	Réunions	Séances	Délégués et experts	Réunions	Séances	Délégués et experts
1980	1 126	13 469	54 526	1 006	13 076	52 215	507	1 572	9 229
1981	1 142	12 464	55 735	1 006	12 055	52 546	524	1 815	9 297
1982	1 217	12 058	59 415	1 116	11 721	53 282	510	1 935	9 917
1983	1 194	12 676	65 380	1 087	12 240	56 626	486	2 160	9 562
1984	1 194	12 535	69 701	1 055	11 847	55 304	479	2 086	10 225
1985	1 275	13 624	71 440	1 128	13 080	58 701	586	2 531	10 948
1986	1 238	11 431	72 677	1 066	10 658	54 231	546	2 487	14 070
1987	1 317	12 751	82 172	1 117	11 897	59 213	537	2 505	11 285
1988	1 392	11 564	77 415	1 195	10 682	56 403	580	2 425	10 355
1989	1 449	13 154	78 536	1 266	12 270	60 981	706	3 069	13 994
1990	1 791	14 339	101 914	1 559	12 941	71 634	755	3 667	15 679
1991	1 672	17 979	90 292	1 408	16 831	66 372	685	3 054	15 234
1992	1 512	15 323	81 182	1 207	14 134	58 160	756	3 002	13 693
1993	1 637	14 308	84 588	1 375	13 372	66 746	1 103	3 493	17 659

1. *Les 15 organisations gouvernementales en 1993 : ONU, BIT, OMS, UIT, OMM, OMPI, BIE et GATT (Organisations du système des Nations Unies); CERN, AELE, OIM, UI, OIPC, UPOV et BITH (voir liste page 11).*

2. *Les 10 plus grandes organisations non gouvernementales : CICR, IFRC, COE, FLM, Fondation de l'Ecole internationale de Genève, IATA, Institut Battelle, ISO, UER et CEI (voir liste page 12).*

En 1993, le nombre de réunions internationales est le plus élevé atteint depuis le début de l'enquête (2 740 réunions). Ce record est imputable aux organisations non gouvernementales. En termes de séances et de délégués, les chiffres sont en-deçà des chiffres atteints respectivement en 1991 et 1990, mais ils restent importants. L'activité conférencière du début des années nonante est sensiblement plus soutenue que celles des années quatre-vingts.

Emplois

En mars 1994, le nombre de personnes occupées dans le secteur international[1] s'établit à 26 858, soit 2,0 % de moins que l'an passé à pareille époque.

Dans les **15 organisations internationales gouvernementales** (OIG), l'effectif du personnel recule pour la deuxième année consécutive, passant de 21 322 en mars 1993 à 20 864 en mars 1994 (– 2,1 %). Ce mouvement touche aussi bien le personnel permanent au bénéfice du statut de fonctionnaire international (– 1,3 %) que les autres catégories de personnel (– 3,3 %). De manière générale, ces dernières sont particulièrement nombreuses au CERN, où il s'agit pour la majorité de chercheurs s'activant autour du LEP.

Comme d'habitude, le nombre de fonctionnaires permanents résidant dans le canton de Genève se replie (– 0,8 %); l'effectif de ceux qui résident en France voisine s'accroît modérément (+ 0,3 %) tandis que, pour la première fois depuis le début de l'enquête (1978), le nombre de fonctionnaires installés dans un autre canton régresse (– 11,1 %). En mars 1994, 43,4 % des fonctionnaires habitent dans le canton, 47,7 % en France et 8,9 % dans un autre canton. Si l'on pouvait tenir compte du lieu de résidence des personnes n'ayant pas le statut de fonctionnaire international permanent, nombreux au CERN comme précité, la part de la France serait vraisemblablement encore plus importante. De plus, et comme d'habitude aussi, le nombre de fonctionnaires d'origine suisse diminue (– 4,5 %) – en l'occurrence plus que les étrangers (– 0,9 %) – et la part qu'ils représentent se fixe à 10,8 %.

Dans les **missions permanentes**, l'effectif du personnel est estimé à 3 095 en mars 1994, en recul de 8,5 % par rappport à l'année précédente.

Les emplois des **10 principales organisations internationales non gouvernementales** (OING), lesquelles rassemblent environ 3/4 des effectifs occupés par ce type d'organisation, s'établissent à 2 899, soit 7,3 % de plus qu'en 1993. Cette augmentation touche aussi bien le personnel régulier (+ 7,2 %) que les autres catégories de personnel (+ 7,8 %). L'emploi progresse dans 9 organisations sur 10, mais l'essentiel de la hausse est imputable à deux de ces organisations.

De manière générale, le personnel régulier des OING réside plus fréquemment dans le canton de Genève (64,0 %) que dans un autre canton (22,4 %) ou en France voisine (13,6 %). L'augmentation du personnel enregistrée cette année se ventile presque également entre ces trois zones. La part du personnel d'origine suisse se fixe à 44,4 %; son effectif progresse de 5,1 % en une année, contre 9,0 % pour le personnel étranger.

Selon les résultats du recensement fédéral des entreprises de septembre 1991, dernière enquête exhaustive sur l'emploi, le canton comprenait en tout 262 715 emplois en 1991. La branche «diplomatie, organisations internationales» représentait 23 230 emplois, soit 8,8 % du total. Elle est comparable en termes d'effectif avec le commerce de détail (22 098) et la banque (20 813). A titre de comparaison supplémentaire, l'ensemble de l'industrie et des arts et métiers occupait 27 561 personnes.

1. Défini ici comme l'ensemble formé par les organisations internationales gouvernementales, les missions permanentes et les 10 principales organisations internationales non gouvernementales.

Canton de Genève *Tableau 3*

Dépenses des organisations internationales gouvernementales[1] (milliers de F)

	Dépenses courantes			Dépenses d'investissements			
	Coût salarial total	Autres biens et services	Total	Biens d'équipement	Dépenses de construction	Total	Total
1980	964 681	324 433	1 289 114	154 777	29 880	184 657	1 473 771
1981	1 049 729	353 435	1 403 164	141 445	43 547	184 992	1 588 156
1982	1 100 387	370 099	1 470 486	126 407	63 912	190 319	1 660 805
1983	1 195 717	416 114	1 611 831	135 450	83 900	219 350	1 831 181
1984	1 233 139	417 600	1 650 739	145 432	84 745	230 177	1 880 916
1985	1 281 451	473 789	1 755 240	181 972	89 081	271 053	2 026 293
1986	1 280 109	439 317	1 719 426	221 531	60 707	282 238	2 001 664
1987	1 254 528	526 023	1 780 551	235 618	73 137	308 755	2 089 306
1988	1 334 081	443 372	1 777 453	228 404	56 568	284 972	2 062 425
1989	1 417 911	521 164	1 939 075	224 910	66 222	291 132	2 230 207
1990	1 506 201	518 560	2 024 761	271 812	81 490	353 302	2 378 063
1991	1 720 144	531 775	2 251 919	299 061	65 531	364 592	2 616 511
1992	1 783 313	579 441	2 362 754	301 722	59 520	361 242	2 723 996
1993	1 843 294	681 427	2 524 721	260 935	22 948	283 883	2 808 604

1. Les 15 organisations gouvernementales en 1993 : ONU, BIT, OMS, UIT, OMM, OMPI, BIE, et GATT (Organisations du système des Nations Unies); CERN, AELE, OIM, UI, OIPC, UPOV et BITH (voir liste page 11).

Canton de Genève *Tableau 4*

Dépenses des organisations internationales non gouvernementales[1] (milliers de F)

	Dépenses courantes			Dépenses d'investissements			
	Coût salarial total	Autres biens et services	Total	Biens d'équipement	Dépenses de construction	Total	Total
1980	141 365	70 438	211 803	4 648	5 514	10 162	221 965
1981	151 180	77 377	228 557	5 575	5 902	11 477	240 034
1982	164 823	80 938	245 761	6 070	4 488	10 558	256 319
1983	179 876	84 074	263 950	7 788	2 514	10 302	274 252
1984	189 450	95 448	284 898	8 694	1 889	10 583	295 481
1985	201 077	90 986	292 063	37 857	2 800	40 657	332 720
1986	211 006	86 024	297 030	11 119	16 217	27 336	324 366
1987	211 497	69 785	281 282	14 055	19 452	33 507	314 789
1988	201 211 [2]	70 937	272 148	10 373	4 953	15 326	287 474
1989	214 602	82 850	297 452	27 384	26 900	54 284	351 736
1990	238 965	77 590	316 555	14 101	3 573	17 674	334 229
1991	258 175	96 036	354 211	20 261	8 469	28 730	382 941
1992	272 330	84 223	356 553	17 369	7 769	25 138	381 691
1993	305 995	89 564	395 559	19 540	28 082	47 622	443 181

1. Les 10 plus grandes organisations non gouvernementales : CICR, IFRC, COE, FLM, Fondation de l'Ecole internationale de Genève, IATA, Institut Battelle, ISO, UER et CEI (voir liste page 12).

2. Pour l'une des organisations, le coût salarial indiqué en 1988, conforme aux conventions de l'enquête, ne correspond plus exactement à l'agrégat fourni auparavant. Il en résulte une légère rupture de série.

Au sein de cette branche, 118 missions permanentes, correspondant à 139 établissements, ont été recensées; elles occupaient alors 3 452 personnes. Les consulats séparés de la mission permanente (sur le plan de la localisation) étaient 42 et occupaient 293 personnes. Selon les conventions de recensement, les consulats n'occupant pas une personne au moins 20 heures par semaine n'ont pas été pris en compte. Cela exclut un certain nombre d'entre eux domiciliés chez des particuliers ou dans des cabinets d'avocats, par exemple. Les chiffres du recensement ne correspondent pas exactement à ceux de l'enquête auprès des OI en raison des définitions et conventions respectives des deux relevés. Ils permettent toutefois de replacer la branche dans l'ensemble de l'économie genevoise en termes d'emplois.

Réunions internationales

En 1993, les OIG ont tenu 1 637 réunions, auxquelles ont participé 84 588 délégués et experts, au cours de 14 308 séances. Tout en restant en-deçà du record de 1990, l'activité conférencière reste donc soutenue.

Pour les OING, 1993 est l'année des record en matière conférencière : 1 103 réunions, 3 493 séances et 17 659 délégués et experts; ces trois chiffres sont largement supérieurs aux agrégats enregistrés depuis le début de l'enquête.

Dépenses

En 1993, le montant total des dépenses engagées par les **OI couvertes par l'enquête** se fixe à 3,252 milliards de francs, soit 4,7 % de plus que l'année précédente. En termes réels, ces dépenses augmentent de 0,8 %.

Dans les **OIG**, les dépenses engagées en 1993 atteignent 2,809 milliards de francs. En une année, elles progressent de 3,1 % en termes nominaux, reculant de 0,7 % en termes réels.

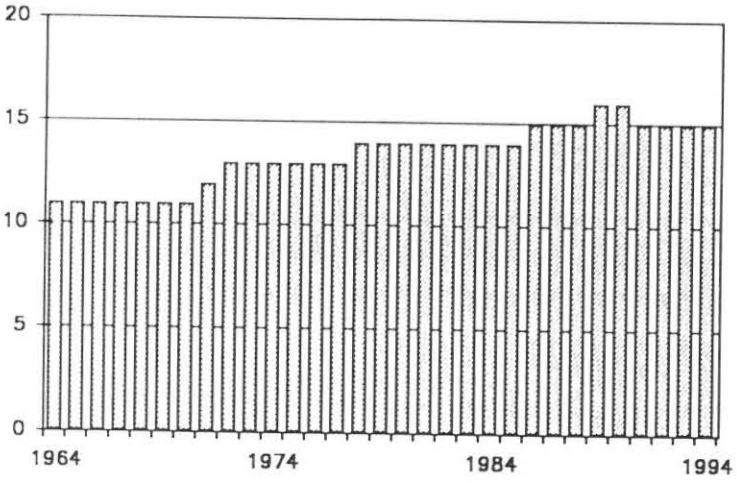
Le coût salarial progresse de 3,4 % en une année (en termes réels : – 0,5 %), Les autres dépenses courantes de 17,6 %; les dépenses de d'investissements – par nature plus volatiles – diminuent de 21,4 %.

En 1993, le coût salarial s'établit à 1,843 milliard, dont 1,340 en salaires nets et 0,503 en cotisations sociales; il représente 65,6 % du total des dépenses. La part des dépenses courantes pour d'autres biens et services se fixe à 24,3 %, celle des investissements à 10,1 %.

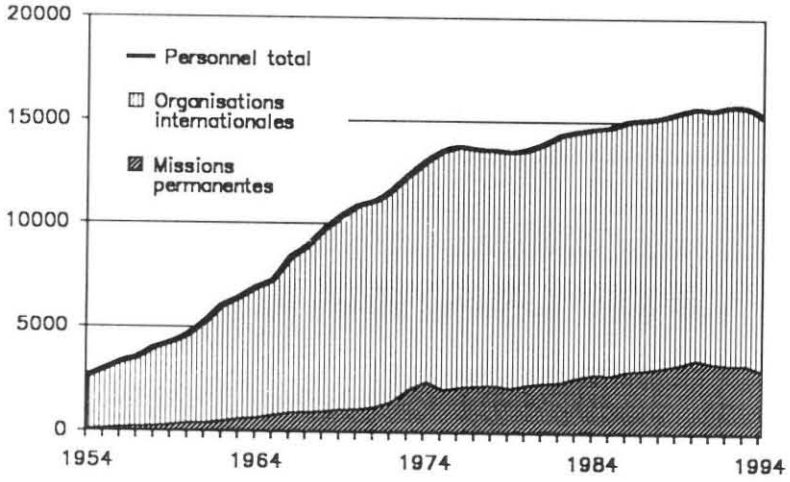
Parmi les 2,809 milliards dépensés par les OIG, 1,564 revient à la Suisse sous forme de salaires versés à des personnes résidant en Suisse ou sous forme de montants versés à des entreprises établies dans le pays suite à l'achat de biens et services. Ce montant est supérieur de 2,6 %, en valeur nominale, à la somme correspondante de 1992 (– 1,3 % en termes réels).

Les dépenses des **10 principales OING** se fixent à 443 millions de francs en 1993. Elles augmentent de 16,1 % en valeur nominale (+ 11,8 % en termes réels). Tous les postes de dépenses contribuent à cette évolution : + 12,4 % pour le coût salarial, + 6,3 % pour les autres dépenses courantes et + 89,4 % pour les investissements. Ces derniers représentent 10,7 % des dépenses totales. La part du coût salarial se fixe à 69,1 %, celle des autres dépenses courantes à 20,2 %.

1. Nombre d'organisations internationales gouvernementales, depuis 1963

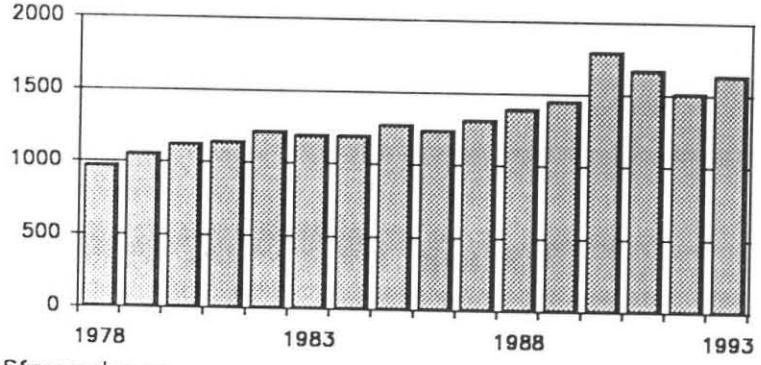


2. Personnel (fonctionnaires internationaux) des organisations gouvernementales et des missions permanentes, depuis 1953

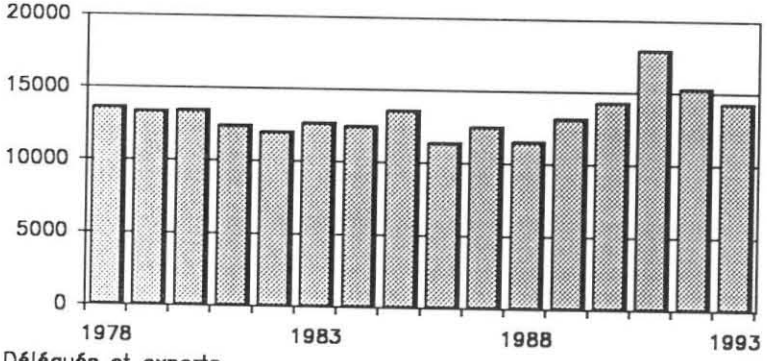


3. Réunions internationales accueillies par les organisations internationales gouvernementales, depuis 1977

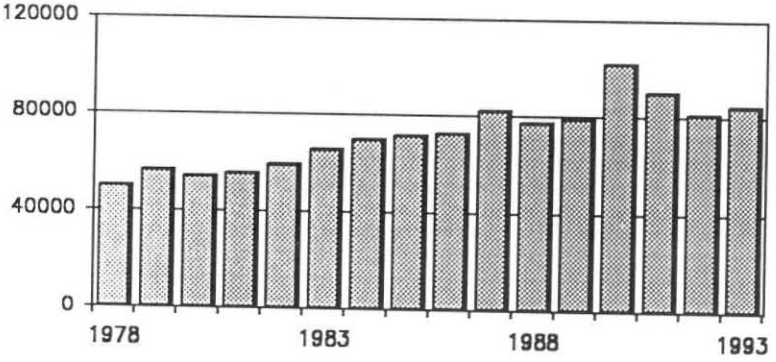
Réunions internationales



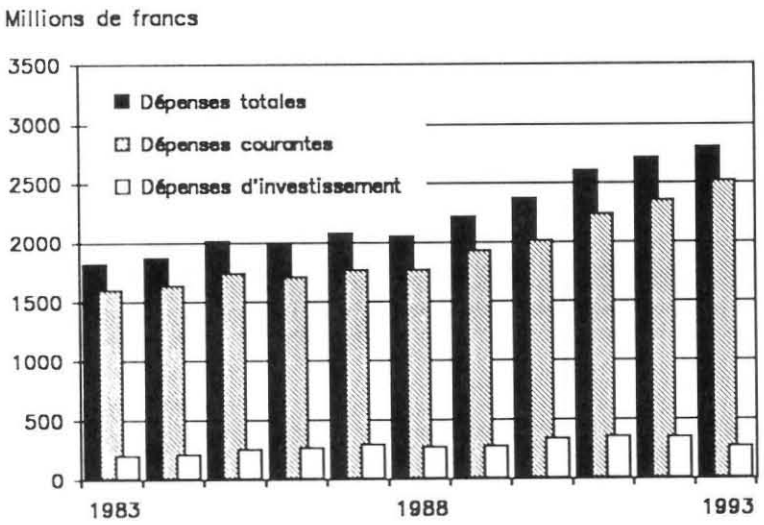
Séances tenues



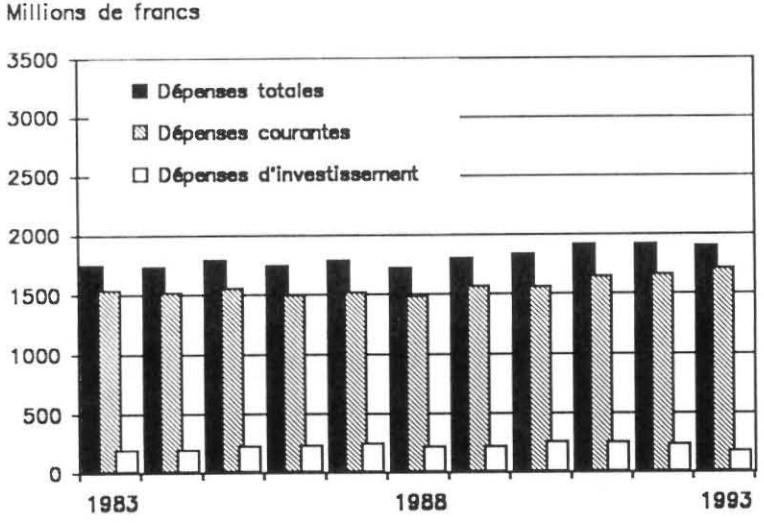
Délégués et experts



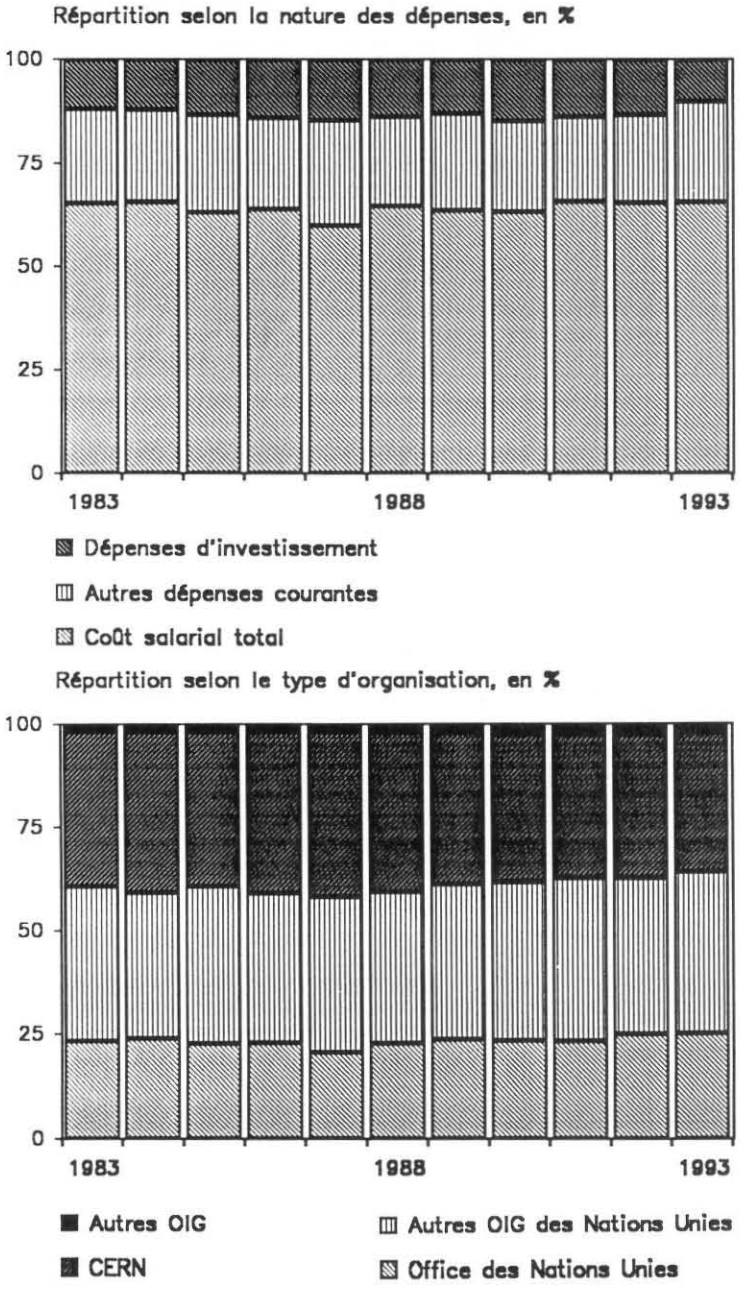
4. Dépenses des organisations internationales gouvernementales, en francs courants, depuis 1982



5. Dépenses des organisations internationales gouvernementales, en francs constants de 1981



6. Structure des dépenses des organisations internationales gouvernementales



Suisse *Tableau 5*

Emplois dans les organisations internationales gouvernementales[1]

Situation en mars

	Personnes titulaires d'une carte de légitimation selon le lieu de résidence										
	Cantons suisses			A l'étranger			Total				
	Suisses	Etrangers	Total	Suisses	Etrangers	Total	Suisses	Etrangers	Total	Autres personnes	Total
1981	1 839	6 157	7 996	167	3 758	3 925	2 006	9 915	11 921	3 615	15 536
1982	1 812	6 404	8 216	169	3 921	4 090	1 981	10 325	12 306	3 168	15 474
1983	1 742	6 358	8 100	174	3 993	4 167	1 916	10 351	12 267	2 983	15 250
1984	1 682	6 362	8 040	177	4 027	4 204	1 859	10 389	12 248	3 489	15 737
1985	1 644	6 317	7 961	181	4 252	4 433	1 825	10 569	12 394	3 273	15 667
1986	1 606	6 263	7 869	200	4 403	4 603	1 806	10 666	12 472	3 445	15 917
1987	1 544	6 208	7 752	205	4 544	4 749	1 749	10 752	12 501	3 618	16 119
1988	1 512	6 046	7 558	220	4 703	4 923	1 732	10 749	12 481	4 039	16 520
1989	1 463	5 975	7 438	250	4 927	5 177	1 713	10 902	12 615	7 810	20 425
1990	1 403	5 889	7 292	261	5 078	5 339	1 664	10 967	12 631	8 939	21 570
1991	1 362	5 832	7 194	263	5 279	5 542	1 625	11 111	12 736	9 054	21 790
1992	1 396	5 842	7 238	270	5 517	5 787	1 666	11 359	13 025	9 311	22 336
1993	1 286	5 930	7 216	265	5 538	5 803	1 551	11 468	13 019	8 971	21 990
1994	1 234	5 822	7 056	255	5 568	5 823	1 489	11 390	12 879	8 670	21 549

1. A Genève : ONU, BIT, OMS, UIT, OMM, OMPI, BIE, GATT, CERN, AELE, OIM, UI, OIPC, UPOV et BITH, en 1994.
A Berne : OCTI et UPU.
A Bâle : BRI.

Suisse *Tableau 6*

Réunions internationales accueillies par les organisations internationales gouvernementales[1]

	Ensemble des OIG			dont OIG établies à Berne et à Bâle		
	Réunions internationales	Séances tenues	Délégués et experts	Réunions internationales	Séances tenues	Délégués et experts
1980	1 176	13 715	56 896	50	246	2 370
1981	1 191	12 676	55 881	49	212	2 146
1982	1 263	12 298	61 455	46	240	2 040
1983	1 240	12 916	67 450	46	240	2 070
1984	1 240	12 781	71 871	46	246	2 170
1985	1 319	13 846	73 625	44	222	2 185
1986	1 288	11 660	74 734	50	229	2 057
1987	1 363	12 979	84 516	46	228	2 344
1988	1 439	11 808	79 718	47	244	2 303
1989	1 491	13 352	80 325	42	198	1 789
1990	1 878	14 719	104 714	87	380	2 800
1991	1 772	18 369	93 362	100	390	3 070
1992	1 628	15 737	84 312	116	414	3 130
1993	1 776	14 792	87 943	139	484	3 355

1. A Genève : ONU, BIT, OMS, UIT, OMM, OMPI, BIE, GATT, CERN, AELE, OIM, UI, OIPC, UPOV et BITH, en 1993.
A Berne : OCTI et UPU.
A Bâle : BRI.

En 1993, le **coût salarial total des OI couvertes par l'enquête** se fixe à 2,149 milliards, dont 1,552 en salaires nets, le reste en cotisations sociales. A titre de comparaison, la somme des salaires versés dans le canton (organisations internationales gouvernementales exclues) est estimée à 12,871 milliards en 1993 et le revenu cantonal genevois s'est élevé à 22,034 milliards en 1992 (le chiffre de 1993 n'est pas encore disponible). En raison des lieux de résidence des fonctionnaires internationaux, une grande part de leur masse salariale est dépensée à l'extérieur du canton; il n'en reste pas moins que le chiffre est loin d'être négligeable par rapport au revenu cantonal et à la somme des salaires versés dans le canton.

Organisations internationales établies en Suisse

En plus des OIG établies à Genève, la Suisse en accueille deux à Berne et une à Bâle[1]. L'Union postale universelle (UPU) et l'Office central des transports internationaux par chemins de fer (OCTI) sont implantés à Berne. A Bâle se trouve la Banque des règlements internationaux (BRI).

En mars 1994, l'effectif des personnes occupées dans ces trois OIG se fixe à 685, soit 17 de plus qu'en 1993. Ces 685 personnes représentent 3,2 % des 21 549 emplois des OIG en Suisse. Dans ces trois organisations, la quasi-totalité des fonctionnaires internationaux résident en Suisse (54,8 % pour l'ensemble des 18 OIG), le quart d'entre eux sont d'origine suisse (11,6 % pour l'ensemble des 18 OIG) et peu de personnes n'ont pas le statut de fonctionnaire international (1,9 %; 40,2 % pour l'ensemble des 18 OIG).

L'activité conférencière des trois organisations en 1993 constitue un nouveau record, avec 139 réunions, 484 séances et 3 355 délégués et experts. Ces organisations accueillent 7,8 % des conférences et réunions convoquées en Suisse et rassemblent 3,8 % des délégués et experts participant aux séances.

Les dépenses effectuées par ces trois sièges représentent 7,2 % du total des dépenses engagées par les OIG établies en Suisse, lequel s'élève à 3,026 milliards de francs en 1993. Comparativement au nombre de personnes occupées, les dépenses de ces trois OIG sont plus élevées que celles des OIG établies à Genève, aussi bien en termes de coût salarial que d'investissements. Cette situation s'explique pour l'essentiel par des différences de taille et d'activité entre les organisations considérées : celles de Berne et de Bâle comptent probablement, et en proportion, plus de fonctionnaires d'état-major que les OIG établies à Genève.

1. L'enquête auprès des OI réalisée par l'OCSTAT dès 1978 à Genève a été étendue à l'ensemble du pays en 1984. Dans les autres cantons, l'Office fédéral de la statistique se charge de son exécution.

Suisse *Tableau 7*

Dépenses des organisations internationales gouvernementales[1] (milliers de F)

	Dépenses courantes						Dépenses d'investissements			
	Coût salarial									
	Salaires nets	Contributions sociales à la charge		Total	Dépenses courantes pour d'autres biens et services	Total	Achats de biens d'équipement	Dépenses de construction	Total	Total
		des salariés	de l'employeur							
1980	814 381	69 531	138 092	1 022 004	342 914	1 364 918	155 816	29 880	185 696	1 550 614
1981	871 872	78 149	161 675	1 111 696	370 805	1 482 501	142 192	43 599	185 791	1 668 292
1982	906 201	86 848	170 991	1 164 040	391 290	1 555 330	127 836	63 965	191 801	1 747 131
1983	968 837	98 873	194 528	1 262 238	437 541	1 699 779	136 786	83 953	220 739	1 920 518
1984	1 000 740	103 427	200 004	1 304 171	442 211	1 746 382	146 995	84 798	231 793	1 978 175
1985	1 032 063	110 402	215 397	1 357 862	498 312	1 856 174	183 434	89 134	272 568	2 128 742
1986	1 044 227	107 200	206 489	1 357 916	464 798	1 822 714	223 218	60 760	283 978	2 106 692
1987	1 037 678	101 952	194 207	1 333 837	551 680	1 885 517	238 464	73 190	311 654	2 197 171
1988	1 093 483	108 047	218 122	1 419 652	469 481	1 889 133	268 106	56 615	324 721	2 213 854
1989	1 136 002	120 954	250 530	1 507 486	554 423	2 061 909	255 649	66 358	322 007	2 383 916
1990	1 176 841	132 182	293 176	1 602 199	547 987	2 150 186	293 881	97 009	390 890	2 541 076
1991	1 332 212	154 544	340 242	1 826 998	566 780	2 393 778	330 734	96 307	427 041	2 820 819
1992	1 371 753	162 322	364 403	1 898 478	617 877	2 516 355	341 472	63 317	404 789	2 921 144
1993	1 425 493	172 357	370 047	1 967 897	722 416	2 690 313	311 993	23 902	335 895	3 026 208

1. *A Genève* : *ONU, BIT, OMS, UIT, OMM, OMPI, BIE, GATT, CERN, AELE, OIM, UI, OIPC, UPOV et BITH, en 1993.*
   A Berne : *OCTI et UPU.*
   A Bâle : *BRI.*

Liste des organisations internationales gouvernementales établies à Genève

Organisations du système des Nations Unies

ONU	Office des Nations Unies à Genève

- *Institutions spécialisées de l'ONU*

BIT	Bureau international du travail
OMS	Organisation mondiale de la santé
UIT	Union internationale des télécommunications
OMM	Organisation météorologique mondiale
OMPI	Organisation mondiale de la propriété intellectuelle

- *Autres institutions et organes du système des Nations Unies*

BIE	Bureau international d'éducation, qui est rattaché à l'UNESCO
GATT	Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce

Organisations européennes

CERN	Organisation européenne pour la recherche nucléaire
AELE	Association européenne de libre-échange

Autres organisations

OIM	Organisation internationale pour les migrations
UI	Union interparlementaire
OIPC	Organisation internationale de protection civile
UPOV	Union internationale pour la protection des obtentions végétales
BITH	Bureau international des textiles et de l'habillement

Liste des organisations internationales gouvernementales établies en Suisse, dans un autre canton

UPU	Union postale universelle	Berne
OCTI	Office central des transports internationaux par chemins de fer	Berne
BRI	Banque des règlements internationaux	Bâle

Liste des organisations internationales non gouvernementales établies à Genève et participant à l'enquête annuelle de l'OCSTAT

CICR	Comité international de la Croix-Rouge
IFRC	Fédération internationale des sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge
COE	Conseil oecuménique des églises
FLM	Fédération luthérienne mondiale
–	Fondation de l'école internationale de Genève
IATA	Association du transport aérien international
–	Institut Battelle
ISO	Organisation internationale de normalisation
UER	Union européenne de radiodiffusion
CEI	Commission électrotechnique internationale

Autres sources d'information sur les organisations internationales :

- **Annuaire statistique** du canton de Genève (paraît en octobre)

  Le chapitre «organisations internationales» présente, pour le canton de Genève, les principaux résultats de l'enquête de l'année en cours ainsi que ceux des années précédentes sous forme de tableaux.

- **Aspects statistiques**

  A intervalles irréguliers, un numéro de cette collection fait le point sur le secteur international à Genève.

- **Données statistiques**

  Chaque année, un numéro de cette collection présente les résultats de l'enquête annuelle auprès des organisations internationales. Ces données sont parfois accompagnées d'un choix d'informations complémentaires.

  En 1985, en plus des estimations sur l'importance de l'ensemble du secteur international à Genève, ont été publiées quelques comparaisons internationales.

Collection "Données statistiques"

Derniers numéros parus

1993/2
Les votations dans le canton de Genève en 1992

1993/3
Bilan démographique du canton de Genève en 1992

1993/4
Bâtiments et logements à Genève - Données communales
Recensement fédéral de la population et des logements de 1990 (2)

1993/5
Le commerce extérieur du canton de Genève en 1992

1993/6
Les organisations internationales à Genève et en Suisse
Résultats de l'enquête 1993

1993/7
Le niveau des loyers à Genève
Statistique des loyers de mai 1993

1994/1
Les votations dans le canton de Genève en 1993

1994/2
Les élections cantonales de l'automne 1993

1994/3
Bilan démographique du canton de Genève en 1993

1994/4
Statistique de l'assurance-maladie dans le canton de Genève

1994/5
Le commerce extérieur du canton de Genève en 1993

1994/6
Le niveau des loyers à Genève
Statistique des loyers de mai 1994

1994/7
Les organisations internationales à Genève et en Suisse
Résultats de l'enquête 1994

Liste complète des numéros parus

Disponible sur demande

Prix 1994

Ce numéro	10 F
Abonnement annuel (8 à 10 numéros par an)	80 F

Renseignements et commandes

Téléphone : 022 / 787 67 07
Télécopieur : 022 / 736 29 45

Publications de l'Office cantonal de la statistique

Données générales

Annuaire statistique
Environ 380 pages, parution vers la fin du mois d'octobre; recueil détaillé des principales statistiques annuelles concernant le canton de Genève et ses communes

Mémento statistique
Dépliant annuel paraissant en mai (gratuit)

Bulletin statistique
Bulletin mensuel de 8 pages, complété d'une feuille trimestrielle de données suisses et d'un cahier récapitulatif paraissant en avril

Données commentées, analyses

Quatre séries identifiables par leur couleur

Aspects statistiques
Couleur bleue, 4 à 6 numéros par an; série consacrée à la présentation commentée et illustrée de sujets divers traités périodiquement ou d'études ponctuelles. Dans cette série paraît chaque année, en mars, une rétrospective sur l'économie genevoise

Données statistiques
Couleur jaune, 8 à 10 numéros par an; série permettant la diffusion rapide de résultats statistiques sous la forme de tableaux brièvement commentés

Etudes et documents
Couleur rouge, diffusion par souscription; documents techniques ou données statistiques ayant valeur d'archives

Reflets conjoncturels
Couleur brune; trimestriel traitant de la conjoncture économique à Genève

Feuilles périodiques diverses

Marche des affaires
Feuilles de couleur orange

Industrie : résultats du test conjoncturel; feuille mensuelle avec complément trimestriel

Hôtellerie : résultats du test conjoncturel; feuille trimestrielle

Construction : résultats de l'enquête sur l'activité de la construction et choix d'indicateurs conjoncturels complémentaires; feuille trimestrielle

Commerce de détail : résultats du test conjoncturel; feuille mensuelle

Services immobiliers : résultats du test conjoncturel; feuille trimestrielle

Indice genevois des prix de la construction de logements
Recueil de tableaux, avec commentaires, couleur turquoise, paraissant début juin

Indices des prix à la consommation
Feuille mensuelle, couleur violette; tableaux sur les indices suisse et genevois, avec commentaires sur l'indice genevois